

# Agriculture et Finances

Quelles réglementations  
pour une allocation optimale des capitaux ?

*Cahier* Demeter

Dans les systèmes d'économie de marché des pays développés comme des pays en développement, le marché des capitaux joue un rôle-clé en matière d'activités agricoles car ses allocations déterminent les capacités de production, mais aussi la sanction de la production par les prix, du fait de la financiarisation des marchés. Le nouveau *Cahier Déméter* a donc pour thème « *Agriculture et finances : quelles régulations pour une allocation optimale des capitaux à la production et aux marchés agricoles ?* », avec le projet d'analyser la relation globale de l'agriculture avec la sphère financière.

Dans ce contexte, il étudie les dynamiques propres à chacun des deux aspects de la relation entre l'agriculture et le marché des capitaux car celles-ci contribuent à expliquer l'évolution de la production au niveau national ou international et, d'autre part, suggèrent des leviers d'action volontaristes pour faire face aux défis que la démographie et les changements climatiques lancent aux acteurs de l'agriculture mondiale :

- En quoi les formes actuelles de la financiarisation de l'économie jouent-elles sur le devenir de l'agriculture et de toutes les activités qui en dépendent ?
- Comment remédier aux effets pénalisants d'une financiarisation insuffisamment contrôlée ?
- Quelles leçons en tirer en matière de politique agricole, de politiques économique et financière, de politique des échanges internationaux et de politique de développement ?

Les perspectives ouvertes par les neuf articles du *Cahier* ouvrent ainsi des pistes de réflexions nouvelles sur les liens entre la réforme financière et la nécessité d'introduire une régulation des marchés des produits agricoles dans les politiques agricoles futures. De même, la financiarisation des marchés appelle-t-elle un rééquilibrage des investissements entre l'économie financière des marchés et l'économie agricole productive.

L'ambition de ce *Cahier* est d'apporter des éléments de réponse aux interrogations des professionnels des secteurs agricoles et agro-alimentaires, aussi bien que des enseignants et de leurs élèves (futurs acteurs de l'économie agricole), mais aussi des leaders d'opinion, des acteurs politiques et de tous ceux qui sont parties prenantes du devenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Que chaque lecteur puisse enrichir le large débat provoqué par le traumatisme de la crise financière qui, en éclatant en 2008, a joué le rôle de révélateur des nouvelles relations de l'agriculture avec la sphère financière et qui n'a pas fini de faire sentir ses effets sur l'économie mondiale !

Tout comme *Le Déméter – Économie et stratégies agricoles* dont la vingtième édition sortira à l'automne 2013, les *Cahiers Déméter* sont rédigés par des experts qui signent leurs articles. Ces publications ne constituent donc pas une quelconque expression publique du CLUB. Elles entendent simplement proposer une analyse synthétique, mais fouillée afin de satisfaire le besoin d'informations claires de leurs lecteurs et dégager les lignes de force de dossiers-clés pour l'agriculture et l'agro-alimentaire français. Elles visent aussi à favoriser le débat entre milieux agricoles et non-agricoles sur de grands enjeux porteurs d'avenir.

L'originalité de la publication réside aussi dans la personnalité des douze experts qui ont rédigé les neuf articles, ainsi que le traitement des sujets qu'ils ont retenus. Tous sont en effet des acteurs importants de la vie économique et il ne s'agit pas de simples témoignages. Chacun d'entre eux a accepté de prendre de la distance avec ses responsabilités quotidiennes afin de livrer une analyse dont les dimensions géographiques, historiques et économiques sont traitées autant que de besoin :

- Ainsi en est-il de « *l'article amiral* » du *Cahier*, intitulé « *L'agriculture sous l'empire de la finance* » et rédigé par M. Bernard Valluis. Il analyse les conséquences, pour l'agriculture, de la financiarisation de l'économie sous ses aspects économiques et géopolitiques et ce, en faisant appel aux relations fortes entre l'évolution de la pensée économique et les politiques qu'elles ont inspiré aux États comme aux institutions

internationales. Cette méthode permet de mettre en évidence les limites de la mise en pratique excessive de théories et de modèles ayant forgé une doctrine néo-libérale exonérée de tout questionnement de sa pensée. Au-delà du consensus sur l'application de règles précises, visant à la transparence et à l'intégrité des marchés financiers, l'auteur s'interroge sur les mécanismes des marchés agricoles et des marchés fonciers, afin qu'ils puissent rendre les services que la société en attend. Quelles nouvelles régulations seront nécessaires dans ces domaines pour que l'offre satisfasse la demande, tout en contribuant à la sécurité alimentaire mondiale ? Les pistes qu'il envisage s'inscrivent dans le cadre d'une réflexion à laquelle sont convoquées toutes les parties prenantes afin de construire une agriculture qui trouve sa place dans une économie mondiale financiarisée.

- L'article sur « *Le financement du foncier agricole* » rédigé par M. Robert Levesque analyse l'évolution, en France, des relations entre foncier, exploitant et unité de production agricole, ainsi que les politiques et les stratégies des familles agricoles pour accéder au droit d'exploiter la terre. Il montre comment cette évolution s'inscrit sur une longue période – durant laquelle le capital foncier exploité et le capital d'exploitation par unité de production n'ont cessé d'augmenter – et comment elle conduit aujourd'hui à s'interroger sur l'avenir des liens entre propriétaires fonciers, exploitants et unités de production.
- Avec un regard historique comparable, Mme Catherine Migault s'intéresse à « *Cent trente ans de financement de l'agriculture* ». Elle montre que l'accès au financement bancaire n'a pas toujours été simple pour les exploitations françaises et que la situation actuelle résulte d'un long processus ayant conjugué les évolutions économiques et sociales du monde rural avec des politiques publiques volontaristes. Mais, souligne-t-elle, les exploitations sont des entreprises en adaptation permanente, ouvertes à des marchés de plus en plus concurrentiels et les outils financiers doivent soutenir ce mouvement. Son propos est illustré par les réflexions de M. Roger Courtinat sur le thème « *Vers le financement de la TPE / PME agricole* ». Devenue entreprise à part entière, l'exploitation agricole a des besoins élargis et sa dimension capitaliste appelle de nouvelles réponses sur le plan financier. Dans ce contexte, explique-t-il, les relations entre banque et agriculture, banque et pouvoirs publics ou banque et profession agricole sont en cours de réécriture. L'émergence de très petites, petites et moyennes entreprises agricoles (TPE / PME) constitue l'un des visages de l'agriculture de demain et suggère une nouvelle approche de la part de la banque.
- S'agissant de la financiarisation des marchés agricoles, MM. Michel Portier et Patrick Gentile étudient « *Les marchés à terme et la gestion du risque agricole* ». Les réformes successives de la PAC ont en effet « *brisé les digues* » qui protégeaient l'Europe de la volatilité des marchés mondiaux. De nouveaux outils de gestion se sont développés et la notion de risque a considérablement évolué, contraignant producteurs et industriels à relever un nouveau défi : celui de la volatilité, qui peut mettre en péril la survie d'une entreprise, avec des amplitudes quotidiennes de 5 à plus de 20 Euros la tonne sur les marchés du blé.
- Sur le même thème, mais du point de vue élargi de la prise en compte du risque, MM. Michel Lopez et Pierre-Emmanuel Lecoq s'interrogent « *Pourquoi est-il important pour une banque de sécuriser le chiffre d'affaires des entreprises agricoles ?* ». Soulignant que toutes les exploitations n'ont pas la même exposition aux aléas économiques et que toutes ne les gèrent pas de la même façon, ils montrent que les grands pays producteurs mettent progressivement en place des politiques afin d'aider leurs exploitations à améliorer la gestion de leurs aléas, mais aussi que de nouveaux outils et services permettant aux exploitants de sécuriser leur chiffre d'affaires complètent les dispositifs publics : fonds propres et épargne de précaution, marchés à terme et options face au risque prix ou assurance récoltes face aux aléas climatiques.

- Sur la question des « *Filières agricoles et leurs relations avec la sphère financière* », M. Philippe Boulet livre une analyse nouvelle de la prise en compte du risque dans la stratégie de gestion des exploitations. Les indicateurs économiques pour piloter l'entreprise agricole prennent une place de plus en plus importante, explique-t-il. Ce renouvellement des outils de réflexion correspond aux enjeux d'une période nouvelle où le chef d'entreprise doit à la fois mobiliser des compétences spécialisées de plus en plus pointues et diversifier ses marchés et ses risques. Il lui faut donc prendre conseil, déléguer certaines fonctions et valoriser celles pour lesquelles il est le plus compétent. Tout cela nécessite de produire de l'information de pilotage, pour partager l'information et décider de plus en plus souvent à plusieurs et en temps réel.
- Si les produits des grandes cultures bénéficient d'instruments financiers de gestion de risque des marchés, il n'en va pas de même pour les autres productions : c'est pourquoi M. Yves Trégaro traite de « *Volatilité des prix des matières premières et financement des productions animales : quelles réponses des acteurs économiques ?* ». Le terme de financiarisation des marchés ne recouvre pas la même notion en productions animales et végétales, souligne-t-il. En lait ou viandes, celle-ci repose pour l'essentiel sur des besoins de trésorerie. Dans ce contexte, il précise quelles sont les réponses envisageables pour financer la mise en œuvre des productions animales au stade de l'exploitation et / ou de leur transformation par l'industriel, et ce, alors que la forte volatilité des marchés des grains enregistrée depuis 2006, ainsi que la moindre intervention de la Commission européenne sur le marché communautaire des produits agricoles ont rendu les filières animales plus vulnérables que par le passé.
- Enfin, sur la question très actuelle de « *Quelle régulation pour les marchés dérivés de matières premières agricoles ?* », MM. Frédéric Courleux et Pierre Claquin traitent de la prise en compte des spécificités des matières premières agricoles dans la réforme financière en cours d'élaboration au niveau européen. Ils rappellent l'expérience en la matière acquise par les États-Unis et leur rôle dans le consensus international qui se construit progressivement en termes de régulation, mettant ainsi clairement en perspective le contexte et les enjeux du futur cadre de régulation européen. La présentation de celui-ci est complétée par d'autres solutions envisageables, alternatives ou complémentaires à celles actuellement débattues au niveau communautaire. Et ils concluent en présentant les éléments militant pour une plus étroite coordination entre la régulation des marchés agricoles et celle des marchés dérivés associés.

**Fin de rédaction : 28 février 2013**

# SOMMAIRE GÉNÉRAL

## **L'agriculture sous l'empire de la finance** ..... 9

par **M. Bernard Valluis**

président délégué de l'Association nationale de la meunerie française (A.N.M.F.)

## **Le financement du foncier agricole** ..... 43

par **M. Robert Levesque**

directeur Terres d'Europe – Scafr, Société de conseil pour l'aménagement foncier rural

## **Cent trente ans de financement de l'agriculture : du « micro-crédit » pour les paysans au financement des entreprises agricoles** ..... 61

par **Mme Catherine Migault**

responsable Affaires agricoles – Fédération nationale du Crédit agricole

## **Vers le financement de la TPE / PME agricole** ..... 79

par **M. Roger Courtinat**

responsable Agriculture – Crédit agricole Centre Loire

## **Les marchés à terme et la gestion du risque agricole** ..... 89

par **M. Michel Portier**, directeur général – Agritel

et **M. Patrick Gentile**, consultant – Agritel

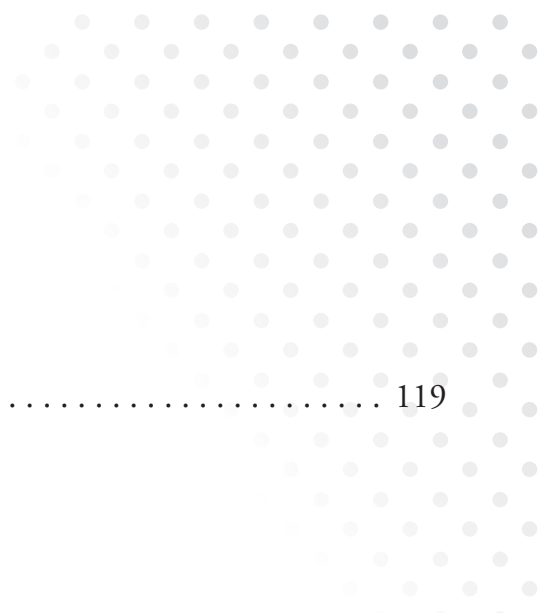
## **Pourquoi est-il important pour une banque de sécuriser le chiffre d'affaires des entreprises agricoles ?** ..... 107

par **M. Michel Lopez**, responsable Filière Grandes Cultures

et **M. Pierre – Emmanuel Lecocq**, responsable Filière Produits animaux

Direction de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire

Crédit agricole S.A.



**Filières agricoles et relations avec la sphère financière** ..... 119

**par M. Philippe Boulet**

directeur Développement – Conseil national Cerfrance

**Volatilité du prix des matières premières  
et financement des productions animales :  
quelles réponses des acteurs économiques ?** ..... 127

**par M. Yves Trégaro**

chef d'Unité Produits animaux – FranceAgriMer

**Quelle régulation pour les marchés dérivés de matières premières agricoles ?  
Éclairages américains, perspectives européennes** ..... 145

**par M. Pierre Claquin**, chargé de mission au Bureau de l'évaluation et de l'analyse économique

**et M. Frédéric Courleux**, chef du Bureau de l'évaluation et de l'analyse économique

Centre d'études et de prospective – Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt